

11 juin 2020

Municipal Retirees Organization of Ontario

A/S de :  
Dan Carnegie, directeur général

Objet : Soutien de la MROO à la proposition d'indexation « à risque partagé » d'OMERS

Chers collègues de la MROO,

Je vous écris au sujet du soutien apparent de la MROO à la proposition d'indexation « à risque partagé » sur laquelle le conseil d'administration d'OMERS se prononcera le 24 juin. **Si elle est adoptée, cette proposition mettra fin à l'indexation garantie des futurs retraités de la MROO pour tout service donnant droit à pension après le 31 décembre 2022.** L'indexation deviendra conditionnelle pour le service futur, ce qui signifie qu'elle pourrait être réalisée intégralement, diminuée ou éliminée. Lors d'une récente téléconférence téléphonique avec les organisations parrainantes d'OMERS, le SCFP-Ontario a été profondément troublé d'apprendre que la MROO appuie apparemment cette proposition.

Depuis plus de 40 ans, la MROO lutte pour améliorer l'indexation d'OMERS pour les retraités. À la fin des années 1970, vous avez préconisé des améliorations aux dispositions d'indexation ponctuelle de l'époque. La MROO s'est fait la championne de l'indexation garantie d'OMERS. Ensemble, la MROO et le SCFP-Ontario ont obtenu la garantie d'une indexation de 70 pour cent des prestations d'OMERS en 1991. À la fin des années 90, la MROO a joué un rôle majeur pour porter le niveau d'indexation garantie à 100 pour cent. Depuis, les retraités d'OMERS bénéficient de la sécurité d'une pension qui suit l'inflation pleinement et automatiquement. Ce fut une victoire importante.

L'ancien président de la MROO, Don MacLeod, a souligné ce passé lors d'une audition devant un comité gouvernemental alors qu'on débattait de l'indépendance d'OMERS : « [Parmi les choses que nous avons obtenues grâce à nos représentations et à celles de ceux qui nous sont venus en aide, on compte l'indexation complète \[...\] Nous avons eu du mal, mais nous avons réussi à obtenir certains avantages du conseil d'administration d'OMERS pour nos retraités; nous avons obtenu une indexation complète.](#) »

Les retraités actuels et futurs d'OMERS mènent une vie meilleure et plus sûre à la retraite grâce à cette garantie de protection contre l'inflation. Ils n'ont pas à s'inquiéter de savoir si leur pension augmentera chaque année. Ils n'ont pas à craindre de voir une pension gelée prendre du retard sur le coût de la vie.

Si la MROO soutient cette dernière proposition visant à éliminer l'indexation garantie pour la remplacer par une indexation « à risque partagé », ce sera la première fois qu'elle votera en faveur d'une détérioration de l'indexation d'OMERS. Soutenir l'indexation « à risque partagé »

constituerait une rupture importante avec les quatre décennies de lobbyisme pendant lesquelles la MROO a cherché à améliorer OMERS pour les participants au régime.

La défense des avantages des retraités comme l'indexation garantie ne fait pas seulement partie de l'histoire de la MROO, c'est un pilier majeur de sa vision de l'avenir. Le plan stratégique 2019-2021 de la MROO engage celle-ci à travailler avec les autres intervenants pour défendre les régimes à prestations déterminées, ainsi qu'à promouvoir « [les nombreux succès de son lobbyisme passé](#) ». La défense des intérêts de vos membres est enchâssée dans vos statuts; c'est la première raison répertoriée dans votre liste des « [Dix raisons de rejoindre la MROO](#) ».

C'est la troisième fois en quatre ans que nous devons repousser une attaque contre l'indexation garantie. Lors des tentatives précédentes, aussi récemment qu'en 2018, la MROO s'était rangée du côté du SCFP au conseil d'administration d'OMERS pour rejeter les propositions visant à éliminer l'indexation garantie pour les futurs retraités du régime. C'est pourquoi le SCFP-Ontario a été consterné d'entendre le rapport du directeur général de la MROO, dans une récente téléconférence avec les organisations parrainantes d'OMERS, indiquant que votre organisation appuie maintenant la suppression complète de l'indexation garantie. Cela va à l'encontre de notre histoire commune et risque de miner irrémédiablement la relation entre la MROO et les sections locales du SCFP-Ontario.

Bien que des dizaines de milliers de nos membres aient réclamé le report du vote, OMERS va de l'avant avec ce vote pour l'élimination de l'indexation garantie en pleine pandémie, à un moment où les parties prenantes et les membres de première ligne du régime se concentrent naturellement sur le maintien de la sécurité de leurs membres et de la collectivité. Malgré un sérieux manque de transparence de la part d'OMERS, le SCFP-Ontario a travaillé fort pour communiquer avec les autres intervenants afin de discuter de ses préoccupations concernant la proposition et ce que nous croyons être [une série d'idées fausses graves](#) qui ont été relayées aux organisations.

Ce changement n'est pas nécessaire. Il affaiblira notre position de négociation collective au sein du conseil d'administration d'OMERS et rendra plus difficile la résistance aux attaques futures. Il est important de reconnaître qu'OMERS a emprunté le terme « risque partagé » au Nouveau-Brunswick, où il a été utilisé pour décrire la conversion rétroactive de prestations déterminées en prestations cibles réductibles. Bien que cette attaque spécifique contre l'indexation n'affecte que les prestations de service futures, nous pourrions à l'avenir faire face à une attaque contre les prestations déjà accumulées, comme l'ont fait d'autres provinces. Nous serons toujours plus forts si les travailleurs et les retraités s'associent pour garantir des prestations de retraite déterminées, comme l'indexation garantie, pour tous les participants au régime.

Je vous invite à reconsidérer votre soutien à cette concession. Voter pour retirer l'indexation garantie aux futurs retraités ne fera rien pour faire avancer nos intérêts communs; cela ne fera qu'aider les employeurs. Il ne faut pas détruire d'un seul vote des décennies de travail acharné de la MROO et du SCFP-Ontario dans la lutte pour l'indexation des prestations des retraités au coût de la vie.

Cordialement



Fred Hahn,  
Président, SCFP-Ontario